VAVISA 2026

Synthèse du rapport d'enquête épidémiologique sur la Vie Affective et les Violences Sexuelles à l'Adolescence des 15-21 ans en France hexagonale et territoires ultramarins



Contre les Violences sur Mineurs
GOUVERNEMENT
Direction générale de la cohésion sociale
ASSISTANCE PUBLIQUE HÔPITAUX DE PARIS
Inserm
SORBONNE UNIVERSITÉ
Ipsos bva

VAVISA 2026

Synthèse du rapport d'enquête épidémiologique sur la Vie Affective et les Violences Sexuelles à l'Adolescence des 15-21 ans en France hexagonale et territoires ultramarins

DUPONT Mélanie
EL KHOURY Fabienne
GORGIARD Charlotte
LAVAUR Anne-Lise
POHU Hélène



Ce document est une synthèse du rapport VAVISA 2026. Pour plus de détails, consulter le rapport dans son intégralité (178 pages) disponible sur www.association-cvm.org.

Étude nationale sur la vie affective et les violences sexuelles (VAVISA) des 15-21 ans réalisée par l'association Contre les Violences sur Mineurs avec le soutien de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) en collaboration avec l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP), Inserm, Sorbonne Université et IPSOS BVA.

Contre les Violences sur Mineurs

L'association Contre les Violences sur Mineurs (CVM) agit pour mieux prévenir les violences faites aux enfants et améliorer leur repérage et leur prise en charge, en développant des actions de recherche, de sensibilisation, de formation et de création d'outils à destination des professionnels et des institutions.

www.association-cvm.org

creative commons

Sauf mention contraire, ce document est sous licence Creative Commons - Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Pas de modification - 4.0 International. Pour consulter une copie de cette licence, visitez le site https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/

Pour citer le rapport intégral : Dupont M., El Khoury F., Gorgiard C., Lavaur A.-L., Pohu, H. (2026). Rapport d'enquête épidémiologique VAVISA 2026 sur la vie affective et les violences sexuelles à l'adolescence des 15-21 ans en France hexagonale et territoires ultramarins. Association Contre les Violences sur Mineurs.

L'association Contre les Violences sur Mineurs (CVM) souhaite remercier chaleureusement :

les **adolescents et jeunes adultes** ayant participé à cette enquête nationale, dont les réponses permettent de mieux comprendre leurs expériences, leurs représentations et les réalités auxquelles ils peuvent être confrontés,

les **professionnels et les structures** ayant contribué à la diffusion du questionnaire à l'échelle nationale, permettant de toucher largement le public concerné,

la **Direction générale de la cohésion sociale (DGCS)** pour son soutien constant à CVM et la confiance accordée à l'association, qui lui permettent de développer et de porter des actions en faveur de la prévention des violences et de la protection des enfants,

l'**Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP)**, ainsi que **Inserm et Sorbonne Université**, pour leur soutien continu aux travaux de recherche menés par CVM,

CVM souhaite enfin remercier **IPSOS BVA** pour sa collaboration sur ce projet à l'échelle nationale.

SOMMAIRE

INTRODUCTION 6
Contexte et objectifs de la recherche 6
Note aux lecteurs 7
Définitions 7
CHIFFRES CLÉS GLOBAUX DE VAVISA 2026 8
CHIFFRES CLÉS SUR LA PORNOGRAPHIE 10
CHIFFRES CLÉS SUR LES CYBERVIOLENCES À CARACTERE SEXUEL 12
CHIFFRES CLÉS SUR L'INCESTE ET LES VIOLENCES SEXUELLES INTRAFAMILIALES 14
CHIFFRES CLÉS SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE 16
CHIFFRES CLÉS SUR LES TERRITOIRES ULTRAMARINS 18
PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE VAVISA 2026 20
AXES DE PRÉVENTION 22
MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE 23
Équipe de recherche 23
Recrutement et constitution de l'échantillon 23
Analyse statistique et présentation des résultats 24
Conditions de traitement des données 24
Limites et points de vigilance méthodologique 25

INTRODUCTION

Contexte et objectifs de la recherche

Depuis 2008, l'association Contre les Violences sur Mineurs (CVM) développe des actions de recherche, d'information, de formation et de création d'outils visant à mieux prévenir les violences faites aux enfants et aux adolescents et à améliorer leur repérage et leur prise en charge. La recherche appliquée constitue l'un des piliers de cette action, notamment dans le domaine des violences sexuelles et de l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents, encore insuffisamment documentées en population générale française.

Une première recherche VAVISA Paris (Vie Affective et Violences Sexuelles à l'Adolescence) a été conduite à Paris entre 2023 et 2024. Cette étude exploratoire a mis en évidence l'intérêt de disposer de données plus larges sur les expériences affectives et sexuelles des jeunes, et les violences sexuelles subies et agies. Elle a donné lieu à *un rapport* disponible sur le site internet de l'association.

L'enquête épidémiologique VAVISA 2026 constitue donc le prolongement de ce premier travail. Elle s'inscrit dans le cadre de la mesure 20 du plan de lutte contre les violences faites aux enfants 2023-2027, avec le soutien de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS). L'enquête repose sur un recueil réalisé auprès de jeunes âgés de 15 à 21 ans en France hexagonale et dans les territoires ultramarins en 2026.

Les violences sexuelles faites aux enfants et aux adolescents sont documentées en France par des sources dont aucune ne couvre l'ensemble du champ thématique. Les enquêtes en population générale interrogent des adultes sur leur enfance, avec le recul que cela suppose. Les données administratives comptent les situations parvenues aux institutions. Les travaux sur l'exploitation sexuelle reposent sur des situations déjà repérées.

Trois apports en découlent :

- Le recueil auprès de jeunes réduit la distance entre les faits et leur déclaration. En contrepartie, l'observation est incomplète : les jeunes interrogés peuvent connaître ultérieurement d'autres situations.
- Les questions portent sur des faits et non sur des qualifications. Demander directement si les personnes ont subi des violences sexuelles recueille uniquement les situations que les personnes nomment ainsi. L'enquête a donc privilégié une approche descriptive, en interrogeant les jeunes sur des actes et des situations concrètes. Certaines de ces situations ont ensuite été qualifiées de violences au moment de l'analyse, au regard des circonstances rapportées.
- La proposition d'un questionnaire unique déclinant les différentes formes de violences sexuelles permet enfin de mettre en regard des phénomènes habituellement documentés séparément.

La recherche vise à **établir des données actuellement inexistantes, en interrogeant directement les adolescents et jeunes adultes sur leurs réalités en 2026**, en lien avec :

- les premières expériences et pratiques sexuelles des adolescents et jeunes adultes ;
- leur exposition et leurs usages de contenus pornographiques ;
- les cyberviolences à caractère sexuel ;
- les violences sexuelles subies et agies ;
- l'inceste et les violences sexuelles intrafamiliales ;
- les situations d'exploitation sexuelle ;
- les liens entre ces expériences, la santé mentale et certaines situations de vulnérabilité, notamment les parcours de protection de l'enfance et les situations de handicap.

Par la production de connaissances scientifiques, VAVISA 2026 contribue ainsi à **renforcer la capacité collective** à identifier précocement et à protéger les enfants, adolescents et les jeunes adultes face aux violences sexuelles.

Note aux lecteurs

Afin de faciliter la lecture du rapport, le choix a été fait de ne pas recourir à l'écriture inclusive dans le corps du texte. Les termes employés au masculin sont utilisés dans un sens générique et désignent l'ensemble des personnes concernées, quel que soit leur genre. Dans le même souci de lisibilité, les termes « filles » et « garçons » ont été utilisés tout au long du rapport pour désigner les participants selon leur sexe, tant dans le groupe des 15-17 ans que dans celui des 18-21 ans.

Les résultats de l'enquête nationale VAVISA 2026 sont présentés dans **six chapitres complémentaires :**

- un premier chapitre présentant un vue globale des résultats concernant l'ensemble de la population interrogée,
- quatre chapitres présentant des focus thématiques : pornographie, cyberviolences à caractère sexuel, inceste et violences sexuelles intrafamiliales et exploitation sexuelle,
- un chapitre sur les territoires ultramarins.

Chaque chapitre est conçu pour pouvoir être lu de manière autonome, sans nécessiter la lecture préalable du premier chapitre.

Les résultats sont accompagnés de l'effectif de répondants sur lesquels ils portent (N). Les effectifs indiqués sont bruts, les pourcentages sont calculés sur la base redressée. Sauf mention contraire, les résultats portent sur l'ensemble des répondants de chaque tranche d'âge, 2 269 pour les 18-21 ans et 287 pour les 15-17 ans. Les questions filtrées reposent sur des bases plus restreintes, précisées à chaque fois.

Lorsque les effectifs de répondants sont insuffisants pour permettre une lecture fiable, les résultats sont présentés en nombre de jeunes observés plutôt qu'en pourcentages, et les répartitions par sexe ne sont pas présentées. Les modalités de recrutement, les traitements statistiques et les limites de l'enquête sont détaillés dans la partie méthodologique, en fin de document.

Le questionnaire privilégie par ailleurs des questions décrivant des actes et des situations, sans employer les termes de « violences », de « cyberviolences », d' « inceste » ou d' « exploitation sexuelle » pour les désigner.

Une personne peut avoir subi des violences sans les identifier ou les nommer comme telles. Ce choix méthodologique permet aux jeunes de déclarer ce qu'ils ont vécu sans avoir à connaître ces notions ni à reconnaître les faits comme des violences. Il s'inscrit dans une démarche utilisée dans les enquêtes de victimation, notamment l'enquête Violences et rapports de genre (Virage) conduite par l'Ined[1], qui distingue le recueil descriptif des actes de leur qualification dans l'analyse.

Le questionnaire porte donc sur ce qu'il s'est produit : les actes, leurs circonstances, les personnes impliquées ou encore les contreparties reçues. Cette approche vise à rendre les questions accessibles et à limiter les différences de compréhension liées aux représentations associées à ces termes.

L'absence de ces qualifications dans les questions ne signifie pas qu'elles sont absentes du cadre de la recherche. Le recueil et l'analyse remplissent des fonctions distinctes : le premier permet aux jeunes de rapporter les faits, la seconde mobilise des catégories d'analyse pour les nommer, les mettre en relation et les étudier à partir des informations déclarées. Les définitions présentées dans le rapport global explicitent le sens dans lequel ces notions sont employées dans le rapport de recherche VAVISA 2026. Elles constituent le cadre de lecture des résultats.

Définitions

Pour connaitre les définitions générales et celles spécifiques à ce rapport VAVISA 2026, consulter le rapport dans son intégralité (p.7 à p.9).

1. Brown, E., Debauche, A., Hamel, C., & Mazuy, M. (éds.). (2020). *Violences et rapports de genre*. Paris : Ined Éditions. https://doi.org/10.4000/books.ined.14719

CHIFFRES CLÉS GLOBAUX

VIOLENCES SEXUELLES SUBIES

63 % des 18-21 ans (N = 2 269)

47 % des 15-17 ans (N = 287)

déclarent avoir été victimes d'au moins un acte de violence sexuelle.

	♀	♂
18-21 ans	77 %	50 %*
15-17 ans	57 %	37 %*

80 %
des 18-21 ans
suivis à l'Aide sociale à l'enfance (N = 116)

87 %
des 18-21 ans
suivis à la Protection judiciaire de la jeunesse
(N = 56)

80 %
des 18-21 ans
suivis pour des difficultés psychologiques ou un trouble de santé mentale
(N = 714)

68 %
des 18-21 ans
suivis pour un problème ou un handicap physique
(N = 127)

VIOLENCES SEXUELLES AGIES

9 % des 18-21 ans (N = 2 269)

10 % des 15-17 ans (N = 287)

déclarent avoir commis au moins un acte de violence sexuelle.

	♀	♂
18-21 ans	6 %	12 %*
15-17 ans	7 %	12 %*

RÉVÉLATION DES VIOLENCES SEXUELLES SUBIES

71 % des 18-21 ans concernés (N = 871)

74 % des 15-17 ans concernés (N = 70)**

déclarent avoir déjà parlé des violences sexuelles qu'ils ont subies.

	♀	♂
18-21 ans	78 %	54 %*

SANTÉ AUTODÉCLARÉE

18 % des 18-21 ans déclarant au moins un acte de victimisation à caractère sexuel, avec ou sans contact physique, au cours de leur vie (N = 1 468)

7 % des 18-21 ans ne déclarant aucun acte de victimisation à caractère sexuel (N = 773)

évaluent leur état de santé comme mauvais ou très mauvais.

	♀	♂
18-21 ans	20 %	14 %*
15-17 ans	9 %	7 %*

* Différence statistiquement significative entre filles et garçons.
** Chez les 15-17 ans concernés, les effectifs ne permettent pas de présentation par sexe.
À noter : les données ont été arrondies.

DE VAVISA 2026

PORNOGRAPHIE

56 % des 18-21 ans (N = 1 973)

69 % des 15-17 ans (N = 199)

61 % ♀ | ♂ 52 %*

78 % ♀ | ♂ 63 %*

ayant déjà vu des contenus pornographiques déclarent avoir subi leur première exposition.

CYBERVIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL

46 % des 18-21 ans (N = 2 269)

35 % des 15-17 ans (N = 287)

62 % ♀ | ♂ 30 %*

43 % ♀ | ♂ 28 %*

déclarent avoir reçu des contenus en ligne à caractère sexuel non souhaités.

INCESTE ET VIOLENCES SEXUELLES INTRAFAMILIALES

Parmi les jeunes déclarant avoir subi des violences sexuelles,

9 % des 18-21 ans (N = 871)

18 % des 15-17 ans (N = 70)

Le cousin ou la cousine est le lien le plus fréquemment cité comme auteur du premier acte de violence sexuelle subie au sein de la famille pour les deux tranches d'âge.

identifient un membre de leur famille comme auteur du premier acte.

EXPLOITATION SEXUELLE

5 % des 18-21 ans (N = 2 269)
déclarent avoir déjà reçu une contrepartie pour un acte et/ou un contenu sexuel.

17 % des 18-21 ans (N = 2 123)
pourraient l'envisager.

24 % des 18-21 ans (N = 2 269)
connaissent quelqu'un dans leur entourage qui a reçu une contrepartie pour un acte sexuel.

TERRITOIRES ULTRAMARINS

Parmi les 18-21 ans déclarant avoir subi des violences sexuelles,

20 % des **ultramarins** (N = 125) **11 %** des **hexagonaux** (N = 741)*

situent le premier acte de violence sexuelle avant l'âge de 11 ans.

Source : enquête épidémiologique nationale VAVISA 2026, réalisée par l'association Contre les Violences sur Mineurs, avec le soutien de la DGCS et en partenariat avec l'AP-HP, Inserm, Sorbonne Université et IPSOS BVA.

Contre les Violences sur Mineurs

CHIFFRES CLÉS DE VAVISA 2026

Une exposition massive

EXPOSITION À LA PORNOGRAPHIE ET ÂGE MOYEN DU PREMIER VISIONNAGE

88 % des 18-21 ans (N = 2 269)

69 % des 15-17 ans (N = 287)

déclarent avoir déjà été exposés à des contenus pornographiques.

L'âge moyen du premier visionnage est de 13 ans pour les deux tranches d'âge.

FRÉQUENCE DU VISIONNAGE DE CONTENUS PORNOGRAPHIQUES

49 % des 18-21 ans exposés (N = 1 973)

30 % des 15-17 ans exposés (N = 199)

	♀	♂
18-21 ans	22 %	70 %*
15-17 ans	12 %	42 %*

déclarent un visionnage au moins hebdomadaire.

REPRODUCTION DES ACTES SEXUELS VISIONNÉS

41 % des 18-21 ans exposés (N = 1 973)

déclarent avoir déjà reproduit sur eux-mêmes un acte visionné.

37 % des 18-21 ans exposés (N = 1 973)

déclarent avoir déjà reproduit sur une autre personne un acte visionné.

*Les différences observées sont statistiquement significatives.
À noter : les données ont été arrondies.

PORNOGRAPHIE

dès le collège

EXPOSITION À LA PORNOGRAPHIE

56 % des 18-21 ans (N = 1 973)

69 % des 15-17 ans (N = 199)

ayant déjà vu des contenus pornographiques déclarent avoir subi leur première exposition.

	♀	♂
18-21 ans	61 %	52 %*
15-17 ans	78 %	63 %*

Pornographie et répondants suivis à l'ASE et/ou à la PJJ

69 % des 18-21 ans suivis à l'ASE et/ou à la PJJ et exposés à la pornographie (N = 122)

déclarent avoir subi leur première exposition à la pornographie.

51 % des 18-21 ans suivis à l'ASE et/ou à la PJJ et exposés à la pornographie (N=122)

déclarent avoir déjà reproduit sur une autre personne un acte visionné.

L'âge moyen du premier visionnage est de **12 ans** pour les jeunes suivis à l'ASE et/ou à la PJJ.

Pornographie et santé

Parmi les 18-21 ans déclarant au moins un problème de santé,

58 % (N = 916)

rapportent avoir subi leur première exposition à la pornographie.

19 % des 18-21 ans exposés à des contenus pornographiques à 12 ans ou moins (N = 719)

11 % des 18-21 ans exposés après 12 ans (N = 1 254)*

	♀	♂
12 ans ou moins	26 %	13 %*
après 12 ans	14 %	9 %

évaluent leur état de santé comme mauvais ou très mauvais.

Source : enquête épidémiologique nationale VAVISA 2026, réalisée par l'association Contre les Violences sur Mineurs, avec le soutien de la DGCS et en partenariat avec l'AP-HP, Inserm, Sorbonne Université et IPSOS BVA.

Contre les Violences sur Mineurs

CHIFFRES CLÉS DE VAVISA 2026

Violences fréquentes

DEEPFAKE

8 % des 18-21 ans (N = 2269)

6 % des 15-17 ans (N = 287)**

8 % ♀ | ♂ 7 %*

déclarent avoir reçu un deepfake à caractère sexuel.

REVENGE PORN

6 % des 18-21 ans (N = 2 269)

3 % des 15-17 ans (N = 287)**

8 % ♀ | ♂ 4 %*

déclarent avoir subi un acte de revenge porn.

SEXTORSION

17 % des 18-21 ans (N = 2 269)

13 % des 15-17 ans (N = 287)**

18 % ♀ | ♂ 17 %*

déclarent avoir subi un acte de sextorsion.

CYBERVIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL AGIES

4 % des 18-21 ans (N = 2 269)

5 % des 15-17 ans (N = 287)**

2 % ♀ | ♂ 6 %*

déclarent avoir envoyé des insultes, moqueries ou commentaires à caractère sexuel, ou des photos ou vidéos à caractère sexuel sans accord.

83 % des 18-21 ans rapportant un tel envoi (N = 96)

déclarent également avoir reçu des contenus à caractère sexuel non souhaités.

CYBERVIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL

et largement banalisées

46 % des 18-21 ans (N = 2 269)

35 % des 15-17 ans (N = 287)

déclarent avoir reçu des contenus à caractère sexuel non souhaités.

♀	♂
62 %	30 %*
43 %	28 %

Cyberviolences et jeunes avec un suivi à l'ASE et/ou à la PJJ

69 % des 18-21 ans suivis à l'**ASE (Aide sociale à l'enfance)** et/ou à la **PJJ (Protection judiciaire de la jeunesse** (N = 142)

43 % des 18-21 ans **sans suivi** (N = 1 898)*

déclarent avoir reçu des contenus à caractère sexuel non souhaités.

Cyberviolences à caractère sexuel et santé

57 % des 18-21 ans **déclarant au moins un problème de santé** (N = 1 047)

rapportent avoir reçu des contenus à caractère sexuel non souhaités.

66% des 18-21 ans **déclarant une santé perçue mauvaise ou très mauvaise** (N = 325)

36% des 18-21 ans **déclarant une santé perçue bonne ou très bonne** (N = 1 229)*

déclarent avoir reçu des contenus à caractère sexuel non souhaités.

*Les différences observées sont statistiquement significatives.
**Chez les 15-17 ans, les effectifs ne permettent pas de présentation par sexe.
À noter : les données ont été arrondies.

Source : enquête épidémiologique nationale VAVISA 2026, réalisée par l'association Contre les Violences sur Mineurs, avec le soutien de la DGCS et en partenariat avec l'AP-HP, Inserm, Sorbonne Université et IPSOS BVA.

Contre les Violences sur Mineurs

CHIFFRES CLÉS DE VAVISA 2026

Des faits plus précoces, avec les cousins et/ou

ÂGE MOYEN

Parmi les 18-21 ans déclarant avoir subi des violences sexuelles, l'âge moyen était de

9 ans lorsque l'auteur du premier acte est un membre de la famille (N = 87)

16 ans lorsque l'auteur du premier acte n'appartient pas à la famille (N = 784)*

CIRCONSTANCES

Parmi les 18-21 ans déclarant avoir subi des violences sexuelles,

45 % de ceux qui identifient un membre de leur famille comme auteur du premier acte (N = 87)

20 % de ceux qui identifient un auteur extérieur à la famille comme auteur du premier acte (N = 784)*

rapportent avoir été menacés, violentés ou maintenus par la force.

RÉPÉTITION

Parmi les 18-21 ans déclarant avoir subi des violences sexuelles,

74 % de ceux qui identifient un membre de leur famille comme auteur du premier acte (N = 87)

61 % de ceux qui identifient un auteur extérieur à la famille comme auteur du premier acte (N = 784)*

rapportent que les violences se sont produites à plusieurs reprises.

RÉVÉLATION

Parmi les 18-21 ans déclarant avoir subi des violences sexuelles,

87 % de ceux qui identifient un membre de leur famille comme auteur du premier acte (N = 87)

69 % de ceux qui identifient un auteur extérieur à la famille comme auteur du premier acte (N = 784)*

déclarent avoir parlé des violences subies à au moins une personne.

Parmi les 87 %, **69 %** en ont parlé à un ami, **59 %** à un membre de la famille et **43 %** à un professionnel.

*Les différences observées sont statistiquement significatives.
À noter : les données ont été arrondies.

INCESTE ET VIOLENCES SEXUELLES INTRAFAMILIALES

les cousines parmi les principaux auteurs

Parmi les jeunes déclarant avoir subi des violences sexuelles,

9 % des 18-21 ans (N=871)

19 % des 15-17 ans (N = 70)

Le cousin ou la cousine est le lien le plus fréquemment cité comme auteur du premier acte de violence sexuelle subie au sein de la famille pour les deux tranches d'âge.

identifient un membre de la famille comme auteur du premier acte.

83 % des auteurs d'inceste et de violences sexuelles intrafamiliales subis par les 18-21 ans sont de sexe masculin, 17% de sexe féminin. Les 15-17 ans concernés désignent tous un auteur masculin.

Violences sexuelles intrafamiliales et répondants suivis à l'ASE et/ou à la PJJ

19 % des 18-21 ans suivis à l'ASE (Aide sociale à l'enfance) et/ou à la PJJ (Protection judiciaire de la jeunesse) et ayant déclaré un acte sexuel sans en avoir envie (N=76)

6 % des 18-21 ans n'étant pas suivis par ces dispositifs et ayant déclaré un acte sexuel sans en avoir envie (N = 696)

rapportent que le premier acte de violence sexuelle subi a été commis par un membre de leur famille.

Violences sexuelles intrafamiliales et santé

Parmi les 18-21 ans déclarant des problèmes de santé,

11 % **déclarent que le premier acte de violence sexuelle subi a été commis par un membre de leur famille.** (N=524)

30 % des 18-21 ans déclarant avoir subi un premier acte de violence sexuelle commis par un membre de leur famille (N = 87)

20 % des 18-21 ans déclarant avoir subi un premier acte de violences sexuelle commis par un auteur extérieur à la famille (N = 784)

10 % des 18-21 ans n'ayant déclaré aucun acte non désiré (N = 1 360)

évaluent leur état de santé comme mauvais ou très mauvais.

Source : enquête épidémiologique nationale VAVISA 2026, réalisée par l'association Contre les Violences sur Mineurs, avec le soutien de la DGCS et en partenariat avec l'AP-HP, Inserm, Sorbonne Université et IPSOS BVA.

Contre les Violences sur Mineurs

CHIFFRES CLÉS DE VAVISA 2026

Des situations associées

ÂGE DES VICTIMES

55 % des 18-21 ans concernés (N = 128)

déclarent un premier fait d'exploitation sexuelle survenu avant leurs 18 ans.

dont 9 %

déclarent un premier fait survenu avant leurs 15 ans.

ÂGE DES AUTEURS

71 % des 18-21 ans concernés (N = 128)

déclarent que le ou les auteurs étaient majeurs.

MISE EN CONTACT AVEC LE OU LES AUTEURS

52 % des 18-21 ans concernés (N = 128)

déclarent être entrés en contact avec un auteur en ligne.

36 % des 18-21 ans concernés (N = 128)

déclarent être entrés en contact avec un auteur par l'entourage proche.

RAISONS DÉCLARÉES

Chez les 18-21 ans concernés (N = 128),

47 % **citent un besoin matériel (cigarette, argent, hébergement…).**

29 % **citent un mal-être psychique.**

26 % **citent une envie ou un souhait d'avoir des relations sexuelles.**

17 % **citent un rapprochement affectif.**

À noter : les données ont été arrondies.

EXPLOITATION SEXUELLE

à de fortes vulnérabilités

Parmi les 18-21 ans (N = 2 269),

4 % déclarent avoir déjà reçu une contrepartie pour un acte sexuel physique.
2 % déclarent avoir déjà reçu une contrepartie pour un contenu sexuel en ligne.
17 % pourraient l'envisager.
24 % connaissent quelqu'un qui l'a fait dans leur entourage.

Exploitation sexuelle et autres violences sexuelles subies

81 % des 18-21 ans concernés
déclarent également avoir subi d'autres violences sexuelles.

Exploitation sexuelle et répondants suivis à l'ASE et/ou à la PJJ

15 % des 18-21 ans suivis à l'ASE (Aide sociale à l'enfance) et/ou à la PJJ (Protection judiciaire de la jeunesse)
déclarent avoir déjà reçu une contrepartie pour un acte sexuel.

Exploitation sexuelle et santé

Parmi les 18-21 ans déclarant au moins un problème de santé,
7 % (N = 1 047) **déclarent avoir déjà reçu une contrepartie pour un acte sexuel.**

Parmi les 18-21 ans évaluant leur état de santé comme mauvais ou très mauvais,
10 % (N = 325) **déclarent avoir déjà reçu une contrepartie pour un acte sexuel.**

Exploitation sexuelle et orientation sexuelle

14 % des 18-21 ans se déclarant homosexuels (N = 125)
10 % des 18-21 ans se déclarant bisexuels (N = 385)
4 % des 18-21 ans se déclarant hétérosexuels (N = 1 631)

rapportent avoir déjà reçu une contrepartie pour un acte sexuel.

Source : enquête épidémiologique nationale VAVISA 2026, réalisée par l'association Contre les Violences sur Mineurs, avec le soutien de la DGCS et en partenariat avec l'AP-HP, Inserm, Sorbonne Université et IPSOS BVA.

Contre les Violences sur Mineurs

CHIFFRES CLÉS DE VAVISA 2026

Des tendances globalement similaires

VIOLENCES SEXUELLES SUBIES

63 % des 18-21 ans **ultramarins** (N = 349)

63 % des 18-21 ans **hexagonaux** (N = 1 909)

	♀	♂
ultramarins	79 %	50 %*
hexagonaux	77 %	50 %*

déclarent avoir été victimes d'au moins un acte de violence sexuelle.

VIOLENCES SEXUELLES AGIES

15 % des 18-21 ans **ultramarins** (N = 349)

9 % des 18-21 ans **hexagonaux** (N = 1 909)*

	♀	♂
ultramarins	12 %	17 %
hexagonaux	5 %	12 %*

déclarent avoir commis au moins un acte de violence sexuelle.

RÉVÉLATION DES VIOLENCES SEXUELLES

54 % des 18-21 ans **ultramarins** concernés (N = 125)

71 % des 18-21 ans **hexagonaux** concernés (N = 741)*

déclarent en avoir déjà parlé,

dont, pour les ultramarins,

37 % à un ami

23 % à un membre de la famille

11 % à un professionnel.

SANTÉ AUTODÉCLARÉE

Parmi les 18-21 ans déclarant au moins une victimisation sexuelle,

16 % des **ultramarins** (N = 226)

18 % des **hexagonaux** (N = 1 234)

évaluent leur état de santé comme mauvais ou très mauvais.

*Les différences observées sont statistiquement significatives.
À noter : les données ont été arrondies.

TERRITOIRES ULTRAMARINS

à celles de l'Hexagone

PORNOGRAPHIE

70 % des 18-21 ans **ultramarins** (N = 295)

56 % des 18-21 ans **hexagonaux** (N = 1 668)

74 % ♀ | ♂ 66 %

61 % ♀ | ♂ 51 %*

ayant déjà vu des contenus pornographiques déclarent avoir subi leur première exposition.

CYBERVIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL

44 % des 18-21 ans **ultramarins** (N = 349)

46 % des 18-21 ans **hexagonaux** (N = 1 909)

déclarent avoir reçu des contenus en ligne à caractère sexuel non souhaités.

INCESTE ET VIOLENCES SEXUELLES INTRAFAMILIALES

Parmi les 18-21 ans ayant déclaré un acte sexuel sans en avoir envie,

14 % des **ultramarins** (N = 125)

8 % des **hexagonaux** (N = 741)*

identifient un membre de leur famille comme auteur du premier acte.

EXPLOITATION SEXUELLE

7 % des **ultramarins** (N = 349)

5 % des **hexagonaux** (N = 1 909)

déclarent avoir déjà reçu une contrepartie pour un acte sexuel.

13 % des **ultramarins** (N = 321)

17 % des **hexagonaux** (N = 1 791)

pourraient l'envisager.

31 % des **ultramarins** (N = 349)

24 % des **hexagonaux** (N = 1 909)

connaissent quelqu'un dans leur entourage qui a reçu une contrepartie pour un acte sexuel.

Source : enquête épidémiologique nationale VAVISA 2026, réalisée par l'association Contre les Violences sur Mineurs, avec le soutien de la DGCS et en partenariat avec l'AP-HP, Inserm, Sorbonne Université et IPSOS BVA.

Contre les Violences sur Mineurs

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE VAVISA 2026

L'un des apports majeurs de VAVISA 2026 est de disposer, pour la première fois dans ce champ, de données en population générale permettant d'estimer la prévalence des différentes formes de violences sexuelles chez les jeunes de 18 à 21 ans, tout en discernant des premières tendances chez les 15-17 ans.

Les expériences sexuelles déclarées s'inscrivent dans un contexte de fortes vulnérabilités liées à la santé.
Si 56,3 % des 18-21 ans évaluent leur état de santé comme bon ou très bon, 45,9 % déclarent au moins un problème de santé et 31,6 % des difficultés psychologiques ou un trouble psychique. Plus de la moitié des 18-21 ans et 43,8 % des 15-17 ans présentent par ailleurs un risque d'idées ou de comportements suicidaires. Ces difficultés apparaissent majorées chez les jeunes suivis par l'ASE ou la PJJ, qui sont également davantage exposés aux violences sexuelles. Les jeunes en situation de handicap ou présentant des problèmes de santé apparaissent eux aussi plus vulnérables.

Les résultats de l'enquête dessinent une image d'ensemble complexe où ces phénomènes sont fréquents, multiples et souvent imbriqués : la sexualité des jeunes débute à l'adolescence et s'inscrit très vite dans des environnements numériques. Une part importante des expériences rapportées n'est pas pleinement choisie (63,3 % des 18-21 ans déclarent avoir été victimes d'au moins un acte de violence sexuelle) ou se déroule dans des contextes de contrainte, de pression ou de vulnérabilité. Les résultats montrent également que les violences sexuelles ne prennent pas une forme unique : elles s'inscrivent dans un continuum, allant de l'exposition pornographique non recherchée aux cyberviolences, jusqu'aux actes sexuels imposés, à l'inceste ou à l'exploitation sexuelle.

La sexualité débute en moyenne à 15,5 ans, plus précocement chez les filles, et commence souvent par d'autres expériences que la pénétration. La première pénétration vaginale n'est pas toujours vécue au moment souhaité : 66,1 % des 18-21 ans concernés déclarent avoir voulu qu'elle ait lieu à ce moment-là, mais 27,9 % estiment qu'elle est survenue au mauvais moment et 16,5 % ne s'étaient pas posé la question.
Les différences entre filles et garçons évoquent des attentes sociales différentes : les garçons sont davantage à souhaiter que cette première expérience ait eu lieu plus tôt, tandis que les filles sont plus nombreuses à souhaiter qu'elle ait eu lieu plus tard.
Le numérique est déjà pleinement intégré à cette sexualité : plus d'un jeune de 18-21 ans sur deux a déjà envoyé une photographie intime.

L'exposition aux contenus pornographiques intervient plus précocement encore que les premiers actes sexuels, autour de 13,3 ans.
Elle n'est pas toujours volontaire : plus de la moitié des 18-21 ans exposés et près de sept 15-17 ans sur dix rapportent au moins une circonstance d'exposition involontaire ou passive. Chez les jeunes exposés, environ un sur deux regarde de la pornographie au moins une fois par semaine, principalement les garçons. Cette place du numérique se retrouve aussi dans les violences : 45,9 % des 18-21 ans ont déjà reçu des contenus ou propos sexuels non souhaités, 17,4 % rapportent une situation de sextorsion et 6,1 % une diffusion sans accord de contenus sexuels les représentant. Ces données montrent que les espaces numériques font désormais pleinement partie des lieux où s'exercent les violences sexuelles.

Les violences sexuelles avec contact sont également très fréquentes.
37,1 % des 18-21 ans déclarent avoir déjà eu un acte sexuel sans en avoir envie, et 23,1 % rapportent que cela s'est produit à plusieurs reprises. Les circonstances décrites montrent que la violence ne se limite pas à l'usage manifeste de la force : 71,2 % disent avoir accepté pour faire plaisir à l'autre, 34,5 % ne pas avoir pu bouger, 21,8 % avoir été menacés, violentés ou tenus par la force,

et 20,6 % avoir été sous l'effet de l'alcool ou de drogues. Au total, plus d'un jeune concerné sur deux rapporte une contrainte physique ou psychologique, une incapacité de bouger ou l'usage d'alcool ou de drogues.
Rapporté à l'ensemble des 18-21 ans, 21,9 % déclarent un viol.

Ces violences sont le plus souvent commises par une personne connue.
Parmi les situations où un auteur unique a pu être identifié, 54,1 % concernent un partenaire, 18,4 % un copain ou une copine, et 8,6 % un membre de la famille. L'auteur est masculin dans 76,4 % des situations.

Les violences sexuelles intrafamiliales se caractérisent par leur précocité : chez les 18-21 ans ayant désigné un membre de leur famille comme auteur du premier acte subi, l'âge moyen déclaré est de 8,9 ans, le cousin étant l'auteur le plus fréquemment cité.

L'exploitation sexuelle apparaît elle aussi comme une réalité non marginale : 5,3 % des 18-21 ans déclarent avoir reçu une contrepartie en échange d'un acte ou d'un contenu sexuel, le plus souvent pour des faits débutant entre 15 et 17 ans. Surtout, 17,0 % pourraient imaginer une telle situation et 24,3 % connaissent une personne ayant été exploitée, ce qui constitue un enjeu majeur de prévention.

Les résultats montrent également que les violences ne sont pas uniquement subies.
9,1 % des 18-21 ans déclarent avoir commis au moins un acte de violence sexuelle, dont 5,0 % un acte sexuel avec une personne sans savoir si elle en avait envie et 4,2 % l'envoi de propos ou contenus sexuels sans accord. Cette porosité entre violences subies et violences agies souligne l'importance de travailler également la prévention du côté des comportements agis, du consentement et des usages numériques dès la pré-adolescence.

Dans les territoires ultramarins, les tendances générales sont proches de celles observées ailleurs, mais les violences semblent survenir plus précocement et être moins souvent révélées.

Enfin, l'enquête amène une tendance positive : **70,8 % des jeunes ayant subi des violences disent en avoir parlé, surtout à un ami.** Les filles parlent davantage de ces violences subies que les garçons. Mais la parole est souvent adressée à l'entourage proche et moins aux professionnels, numéros d'appel ou dispositifs d'aide, ce qui interroge sur la réelle prise en charge des jeunes.

VAVISA 2026 montre donc que les violences sexuelles chez les jeunes sont fréquentes, précoces, souvent répétées et cumulées, avec une forte imbrication entre expériences sexuelles, numérique, santé et vulnérabilités sociales. L'enjeu principal est donc de renforcer une prévention précoce, globale et adaptée aux jeunes les plus vulnérables.

AXES DE PRÉVENTION

Quatre axes de prévention peuvent être dégagés de ces résultats.

1. REMETTRE LES FAMILLES AU CŒUR DE LA PRÉVENTION

Les premières expériences surviennent dès le milieu de l'adolescence, parfois avant que les jeunes aient construit des repères suffisamment solides sur ce qu'ils souhaitent, acceptent ou refusent. Les familles et les proches sont les premières personnes ressources. La prévention ne peut donc pas reposer uniquement sur le repérage des violences une fois qu'elles ont eu lieu. Elle doit aussi donner aux familles les moyens d'aborder en amont des sujets complexes – consentement, limites, sexualité, usages numériques, violences sexuelles – avec des repères clairs, des mots adaptés et des outils concrets. Renforcer la place des familles, c'est leur permettre d'accompagner les jeunes dans la construction de leurs repères, d'ouvrir des espaces de dialogue, mais aussi de mieux identifier les signaux d'alerte, accueillir une éventuelle révélation et savoir vers quels professionnels ou dispositifs se tourner.

2. INTÉGRER PLEINEMENT LE CONTINUUM DES LIEUX DANS LESQUELS S'EXERCENT LES VIOLENCES DANS LA PRÉVENTION

Le numérique, la pornographie et les cyberviolences. Le numérique n'est plus un espace périphérique : il constitue désormais un espace à part entière des relations, de la sexualité et des violences pouvant concerner les jeunes. La prévention doit donc articuler les situations vécues en ligne et hors ligne, en intégrant dans une même approche la pornographie, les nudes, la sextorsion, la diffusion non consentie, les deepfakes, mais aussi les violences sexuelles avec contact physique. L'enjeu est de construire des repères communs autour du consentement, de l'intimité, des limites et des rapports de pouvoir, afin que la prévention du numérique participe pleinement à la prévention de l'ensemble des violences, et réciproquement.

3. ACCENTUER LA FORMATION DES PROFESSIONNELS ET PRIORISER LES ACTIONS DE PRÉVENTION AUPRÈS DES ENFANTS ET DES JEUNES LES PLUS VULNÉRABLES

Les jeunes présentant un ou plusieurs facteurs de vulnérabilité – notamment un handicap ou un suivi social – constituent des populations particulièrement exposées aux violences et nécessitent, à ce titre, une attention renforcée. Cette surexposition implique que les professionnels qui les accompagnent soient spécifiquement formés au continuum des violences, au repérage des signaux d'alerte, à l'accueil de la parole, aux procédures d'alerte et à l'orientation vers les dispositifs adaptés. L'enjeu est de leur donner des compétences renforcées pour repérer plus précocement les situations de violence et mieux accompagner des publics dont les vulnérabilités peuvent également complexifier l'expression des faits, leur repérage et l'accès à la protection.

4. RENFORCER LES CAPACITÉS ET LA PARTICIPATION DES ENFANTS ET DES JEUNES EUX-MÊMES, EN DONNANT UNE PLACE CENTRALE À LEUR PAROLE

La prévention doit permettre aux jeunes de mieux reconnaître les situations de violence, d'identifier les personnes et dispositifs auxquels s'adresser, mais aussi de savoir comment réagir lorsqu'un pair se confie. Elle doit aussi intégrer le fait que certains jeunes peuvent eux-mêmes être auteurs de violences ou se trouver en situation de vulnérabilité face à l'exploitation. Les considérer comme des acteurs à part entière de la prévention implique donc de travailler à la fois le consentement de l'autre, la responsabilité dans les comportements sexuels et numériques, la capacité à identifier ses propres conduites à risque et la possibilité de demander de l'aide lorsqu'un jeune craint d'adopter ou d'avoir adopté un comportement problématique.

MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

Équipe de recherche

L'enquête a été réalisée par l'association Contre les Violences sur Mineurs, en collaboration avec Sorbonne Université, l'Inserm et l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP) et avec le partenariat d'IPSOS BVA.
L'équipe de recherche est constituée, par ordre alphabétique, de :

- Dr Mélanie Dupont, psychologue, docteur en psychologie, unité médico-judiciaire, Paris, AP-HP et présidente de l'association CVM,
- Fabienne El Khoury, épidémiologiste au sein de l'équipe ESSMA (Institut Sorbonne de Santé Publique ; Sorbonne Université, Inserm) et responsable scientifique de l'enquête VAVISA 2026,
- Dr Charlotte Gorgiard, médecin légiste, praticien hospitalier, unité médico-judiciaire, Paris, AP-HP,
- Anne-Lise Lavaur, politologue, responsable des programmes de l'association CVM,
- Hélène Pohu, sociologue, association CVM.

Le recueil auprès des 18-21 ans a été réalisé en partenariat avec IPSOS BVA.

Recrutement et constitution de l'échantillon

Le recueil des données a été réalisé au moyen d'un questionnaire en ligne, anonyme et auto-administré (CAWI), entre le 9 mars et le 9 juin 2026.

L'enquête nationale VAVISA 2026 repose sur deux modalités de recrutement distinctes selon les tranches d'âge. Au total, un échantillon national de **2 556 jeunes âgés de 15 à 21 ans a participé à l'enquête :**

- 15-17 ans : **287 jeunes**, recrutés exclusivement par l'association CVM via la diffusion d'un lien d'accès ouvert vers le questionnaire en ligne,

- 18-21 ans : **2 269 jeunes**, dont 1 843 recrutés par IPSOS BVA via un panel en ligne, selon des quotas sur le sexe, l'âge et la région, et 426 via le lien d'accès ouvert vers le questionnaire en ligne.

Cette différence de modalités de recrutement doit être prise en compte dans la lecture et la comparaison des résultats entre les deux tranches d'âge.

Le volet 15-17 ans a fait l'objet d'un recrutement distinct, par lien ouvert. Les mineurs ne pouvant être interrogés via le panel sans information parentale, leur participation supposait un relais institutionnel ou associatif. Les démarches engagées auprès de l'Éducation nationale n'ont pas abouti dans le calendrier de l'enquête. La diffusion du lien a donc reposé sur les réseaux associatifs et institutionnels mobilisés autour de l'enquête et sur des structures accueillant des jeunes, ce qui explique à la fois la taille de l'échantillon obtenu, 287 répondants, et son caractère non représentatif.

Des quotas ont été appliqués sur le sexe à la naissance, l'âge et la région. Pour les 18-21 ans, ils couvrent 12 régions hexagonales et 5 territoires ultramarins : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte. Pour les 15-17 ans, ils portent sur 5 grandes régions hexagonales : Région parisienne, Nord-Ouest, Nord-Est, Sud-Ouest et Sud-Est, ainsi que dans les territoires ultramarins : Guyane, La Réunion, Guadeloupe et la Polynésie française.

La participation à l'enquête reposait sur le volontariat. Avant d'accéder au questionnaire, chaque participant prenait connaissance d'une notice d'information précisant les objectifs de l'étude, sa durée, les destinataires des données collectées et le caractère libre et volontaire de la participation. L'anonymat et la confidentialité des réponses étaient rappelés dans l'ensemble des supports de diffusion. L'accès au questionnaire supposait de confirmer être âgé de 15 ans à 21 ans. Le questionnaire pouvait être interrompu à tout moment, sans que le répondant ait à se justifier.

À l'issue du questionnaire, une section regroupant des ressources et des contacts d'aide était systématiquement affichée, quel que soit le lieu de résidence du répondant. Ces mêmes ressources s'affichaient dès lors qu'un jeune décidait d'interrompre sa participation. Elles comprenaient les numéros nationaux : le 119 Enfance

en danger, le 3018 pour les cyberviolences et le 3114 pour la prévention du suicide, ainsi que des liens vers des structures de soutien spécialisées. La ligne d'écoute STOP, proposée par la Fédération française des CRIAVS, était présentée aux répondants ayant déclaré avoir eu un acte sexuel avec une personne sans savoir si elle en avait envie.
Le protocole de recherche a reçu un avis favorable du comité d'éthique de la recherche CER Sorbonne Université (avis du CER-2025-VAVISA-00530, en date du 21 janvier 2026).

Analyse statistique et présentation des résultats

Une analyse descriptive a été réalisée pour l'ensemble des variables recueillies, complétée par des tris croisés. Les résultats sont présentés séparément pour les 15-17 ans et les 18-21 ans, afin de tenir compte des différences de constitution des deux échantillons. Les données ont été redressées (pondérées), séparément pour chaque tranche d'âge. Chaque répondant s'est vu attribuer un poids qui corrige les écarts entre la composition de l'échantillon et celle de la population de référence, sur le croisement du sexe à la naissance, de l'âge et de la région. Les pourcentages présentés sont pondérés. Les effectifs éventuellement mentionnés dans le texte sont bruts. Dans chaque tranche d'âge, la somme des poids correspond au nombre de répondants.

Les résultats présentés proviennent des tableaux produits par IPSOS BVA sous SAS 9.4® et ont été recalculés par l'équipe de recherche sous R. Les comparaisons entre sous-groupes ont été réalisées par des tests du khi-deux corrigés pour le plan de sondage. Tous les tests sont bilatéraux au seuil de 5 %. Lorsqu'un ensemble d'indicateurs relevant d'un même thème est comparé simultanément, une correction de Holm est appliquée au sein de ce bloc. Les refus de répondre sont conservés au dénominateur.

Le score BITS (Bullying, Insomnia, Tobacco, Stress) a été utilisé comme indicateur de santé mentale. Conçu pour la consultation de médecine générale auprès d'adolescents, il a été adapté ici à un auto-questionnaire en ligne. Un score égal ou supérieur à 3 est associé à un risque accru d'idées ou de comportements suicidaires, sans permettre d'affirmer un diagnostic.

Pour faciliter leur lecture, chaque indicateur est accompagné, lorsque cela est pertinent, de l'intitulé de la question posée, du pourcentage observé, de la base de répondants concernée (N) et d'un commentaire d'analyse. Le questionnaire emploie l'expression « subi un acte sexuel sans en avoir envie ». Cette formulation a été retenue pour être immédiatement compréhensible par les jeunes interrogés, sans recourir à des termes qualifiants comme violence ou agression, et sans supposer qu'ils identifient ce qu'ils ont vécu comme tel. Les intitulés de sous-groupes la reprennent lorsque c'est nécessaire, afin que le lecteur sache précisément sur quelle population portent les résultats.

Conditions de traitement des données

Le traitement des données a été effectué dans le respect de la réglementation française et européenne sur la protection des données à caractère personnel, à savoir notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, dite « Loi Informatique et Libertés », telle que modifiée notamment par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018. Aucune donnée directement identifiante (nom, adresse mail ou adresse IP) n'a été enregistrée.

Les données du volet 18-21 ans sont collectées et anonymisées par IPSOS BVA avant leur transmission à l'équipe de recherche ESSMA. L'ensemble des données de l'enquête est ensuite hébergé sur les serveurs de l'Institut Sorbonne de Santé Publique, au sein de l'équipe ESSMA – Sorbonne Université / Inserm, avec un accès restreint et des sauvegardes chiffrées.

Limites et points de vigilance méthodologique

Plusieurs limites doivent être prises en compte dans l'interprétation des résultats :

- Le recrutement par lien ouvert du volet 15-17 ans expose cette tranche d'âge à un biais d'auto-sélection. Le lien a notamment été diffusé par l'intermédiaire des réseaux associatifs et institutionnels mobilisés autour de l'enquête et de structures accueillant des jeunes, parmi lesquelles des acteurs de la protection de l'enfance. Cette modalité de diffusion a pu favoriser la participation de jeunes déjà en contact avec ces réseaux. Les jeunes ayant choisi de répondre à une enquête portant explicitement sur la vie affective et les violences sexuelles peuvent être davantage sensibilisés ou concernés par ces questions que l'ensemble des jeunes du même âge. Les indicateurs observés dans cette tranche d'âge peuvent donc être surestimés et ne doivent pas être interprétés comme des estimations représentatives de l'ensemble des 15-17 ans.

- La pondération du volet 15-17 ans corrige certains écarts entre la composition de l'échantillon et celle de la population de référence, notamment concernant le sexe : les filles représentent 69,3 % des répondants avant redressement, contre 48,8 % après redressement. Cette pondération doit être prise en compte dans l'interprétation des résultats, en particulier pour les analyses par sexe.

- Certaines analyses portent sur des sous-échantillons de faible effectif, notamment concernant l'inceste, l'exploitation sexuelle, les cyberviolences agies ou certains territoires ultramarins. Les pourcentages correspondants doivent être considérés comme des signaux à approfondir plutôt que comme des estimations de prévalence généralisables.

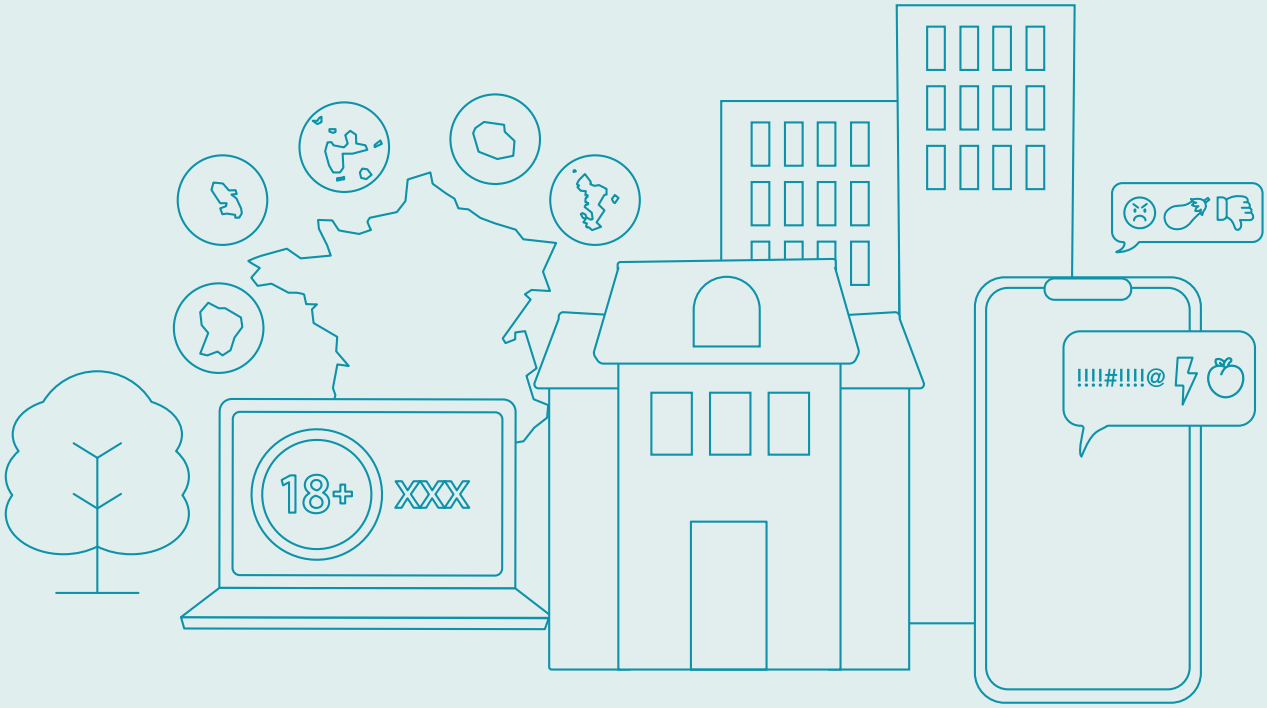
- L'accessibilité du questionnaire aux jeunes en situation de handicap a été recherchée lors de la préparation de l'enquête. Les démarches engagées auprès de plusieurs prestataires n'ont pas abouti, faute de solution disponible pour adapter un questionnaire en ligne auto-administré au braille ou au facile à lire et à comprendre. Les jeunes concernés sont donc peu représentés dans l'échantillon.

- Les données sont déclaratives et rétrospectives : la mémoire, la compréhension des questions ou la désirabilité sociale peuvent influencer certaines réponses, en particulier pour les faits anciens, sensibles ou stigmatisés. Les questions les plus sensibles présentent par ailleurs des taux de non-réponse plus élevés que le reste du questionnaire, atteignant jusqu'à 7,0 % pour certaines d'entre elles. Les refus étant conservés au dénominateur, ces taux de non-réponse doivent être pris en compte dans l'interprétation des fréquences observées.

- L'enquête est transversale : les associations observées entre les différentes dimensions étudiées ne permettent pas, à elles seules, d'établir une chronologie ni une relation de causalité entre les phénomènes.



NOTES


18+
XXX
!!!!#!!!!@





VAVISA 2026

CVM - NOVEMBRE 2026 - Conception graphique Clara Busson